

## Mai 68 ... c'est toujours l'actualité !

Il ne s'agit pas de nostalgie ou de mythifier un mouvement qui reste le premier grand affrontement de classe contre le capitalisme mais de réfléchir à une analyse de ce mouvement qui ne fut pas qu'étudiant, qui a touché toutes les couches de notre société et dont les enseignants de second degré furent partie prenante. L'IRHSES entend s'inscrire dans toutes les initiatives en cours et apporter un éclairage à partir de ses archives riches et diversifiées (pv d'assemblées générales, motions d'établissements ....).

C'est ainsi que l'IRHSES est signataire de l'appel « Mai 68 : ce n'est toujours qu'un début ... » que vous trouverez ci-dessous. Vous trouverez les informations relatives à cet appel qui peut également être co-signé individuellement sur le site [www.mai-68.org](http://www.mai-68.org). Nous participons également dans le cadre du CODHOS (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale) à l'établissement d'une chronologie et d'une exposition virtuelle que vous trouverez sur notre site [www.irhses.snes.edu](http://www.irhses.snes.edu) et prochainement à l'adresse [www.mai-68.fr](http://www.mai-68.fr).

Enfin nous préparons un numéro spécial de « Points de Repères » pour le mois de mai. Nous sommes donc preneurs de tout témoignage que vous pourriez nous transmettre et qui sera repris en tout ou partie dans « Points de Repères-info » et mis à disposition sur notre site.

Par ailleurs, il est très probable que des militants aient conservé, chez eux des documents d'époque (tract, compte rendus de réunion ....). Nous vous invitons soit à les donner à l'IRHSES soit à les prêter afin que nous les numérisions (ils vous seront alors rendus très rapidement et en bon état).

---

### Mai 68 : ce n'est toujours qu'un début ...



Un spectre hante les tenants de l'ordre établi : le spectre de Mai 68. Toutes les puissances du vieux monde se sont unies en une sainte-alliance pour traquer ce spectre : Nicolas Sarkozy, Luc Ferry, Claude Allègre et consorts... Ne manque à l'appel aucun-e de celles et

ceux qui n'ont comme seul horizon indépassable que le monde tel qu'il est, voire la fin de l'histoire.

Pour la France bien-pensante, Mai 68 est responsable de tout. Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à la faire frémir en agitant à nouveau le spectre. Il s'agit, selon lui, « de savoir si l'héritage de Mai 68 doit être perpétué ou s'il doit être liquidé une

bonne fois pour toutes ». Dans cette liquidation seraient visés non seulement les droits syndicaux, le Smic et le salaire socialisé, mais aussi les avancées obtenues, entre autres par les luttes féministes.

Tel un ludion, le spectre de Mai 68 sort du placard tous les dix ans. C'est l'occasion des exorcismes et des oraisons funèbres, des enterrements de première classe et des cérémonies d'adieux, des célébrations compassées, des imprécations et des repentances de tous les ralliés.

Il est grand temps de se réapproprier Mai 68, les réalités derrière les mythes, le Mai des prolétaires (de la grève générale et des occupations), le Mai de la Commune étudiante, le Mai des murs qui prennent la parole, le Mai des barricades qui ferment la rue et ouvrent la voie, le Mai qui a pavé le chemin des

libérations et des transformations sociales et sociétales arrachées au cours de la décennie suivante, le Mai qui a soufflé sur Berlin, Prague, Mexico ou Turin, soulevant l'espoir tout autant que la critique du monde réellement existant, des normes et des évidences.

Ce qui est advenu n'était pas le seul possible. Des retours critiques collectifs et discordants permettront de retrouver le sable chaud sous les grèves et les espérances, à la lumière d'une formidable expérience dont les traces marquent encore notre temps.

Des éditeurs, des revues, des journaux, des sites internet, des librairies, des instituts, des fondations, des lieux et des espaces culturels tentent d'interpréter le monde pour transformer l'ordre des choses. Ils se sont réunis et proposent d'organiser ensemble, au printemps prochain, un « Mai 68, ce n'est pas qu'un début, c'est une actualité urgente ». C'est à cette fin qu'ils lancent cet appel, ici et au-delà des frontières.

Babord (revue, Montréal), Actuel Marx (revue, Paris), Editions Aden (éditeur, Paris), Editions Alternative Libertaire, Alternative libertaire (journal, Paris), Alternatives Sud (revue, Louvain-la Neuve), Amis de Tribune socialiste, Éditions Amsterdam (éditeur, Paris), Editions Après la Lune (éditeur, Paris), Association pour la coopération des radios libres (Coral), Autres voix de la planète (revue, Bruxelles), Bez Dogmatu (revue, Varsovie), Brumes et Blondes (revue, Alkmaar), Bulletin du Réseau Féministe «Ruptures», CADAC, Cedetim, CeDInCI (Centro de Documentación de las Izquierdas, Buenos Aires), Cahiers d'histoire (Paris), Colères du présent, Collectif national pour les droits des femmes, ContreTemps (revue, Paris), Critique (revue, Grande-Bretagne), Critique communiste (revue, Montreuil), Dissidences (revue), Dones d'Enllaç (Barcelone) École émancipée (revue, Paris), Écologie et politique (revue, Paris) Éditions du Monde libertaire, ERRE (revue, Italie), Espaces Marx (Paris), Les Empêcheurs de penser en rond (éditeur, Paris), Europe solidaire sans frontières, Femmes libres de Radio libertaire (Paris), Fondation Copernic (Paris), Les Hasards Subjectifs, Infosurr (revue), Inprecors (revue, Paris), Institut Européen Psychanalyse et Travail Social (Paris), Institut d'histoire sociale de la CGT, **Institut de recherches Historiques sur le Syndicalisme dans les enseignements de second degré**, Institut de recherche de la FSU (Paris), Jour Fixe Initiative (Berlin), Les Mondes du travail (revue, Amiens), Librairie La Brèche, Librairie du Monde libertaire, Le Monde Libertaire (journal, Paris), Lux Editeur (Montréal), Mouvements (revue, Paris), Observatoire des mouvements de la société (Paris), Page Deux (éditeur, Lausanne), Politis (journal, Paris), Presse-toi à gauche (revue, Québec) Punctum (éditeur, Paris), Quaderni Pietro Tresso (Florence), Raisons d'agir (Poitiers), Regards, Revue internationale des livres et des idées (revue, Paris), Rezo Ecolo Libertaire, Rewolucja (revue, Varsovie), Rouge (journal, Paris), Rouge et Vert (journal, Paris), Réseau Féministe «Ruptures» (Paris), Sarkophage, (journal, Paris), Semiautomatico (Colombie), Socialisme International (revue, Paris), SOS Sexime (Paris), Spartakos (revue, Grèce), Support Transgenre Strasbourg, SolidaritéS (journal, Suisse), La Somme et le reste (revue, Paris), Syllepse (éditeur, Paris), TaPaGes (Strasbourg), Théâtre

des Rues (compagnie de théâtre-action), Université Populaire de Saint-Denis-93, Union syndicale Solidaires, Vacarme (revue, Paris), La Vache bleue (cie théâtre, Lille), Variations (revue, Paris), Viento Sur (revue, Madrid).

**Sur ce site nous avons présenté le tome deux de l'histoire du SNES en nous appuyant sur ce qu'il apporte de nouveau dans l'analyse sur 68.**

« Etudiants-Enseignants-Travailleurs », cette union proclamée sur les tracts et les banderoles permit le développement du mouvement de Mai-juin 1968. Force est pourtant de constater que les enseignants et leurs organisations syndicales très représentatives ont tenu jusqu'alors très peu de place dans les études. Le livre d'Alain Dalançon essaie de combler ce vide à travers la reconstitution de l'histoire du principal syndicat des enseignements de second degré, le SNES. Pour comprendre la portée du mouvement social de 1968, notamment dans le champ de l'éducation et de la culture et pour le syndicalisme enseignant, l'auteur insiste sur plusieurs approches qui lui paraissent essentielles. L'analyse enracine les événements en amont et en aval, embrasse avant, pendant et après Mai-juin 1968 ; la démarche historique part des fonctions du syndicalisme, de l'articulation entre revendications-actions-négociations-résultats sans ignorer le contexte politique, économique et social. Ce qui permet de mieux comprendre comment une culture syndicale a pu intervenir dans la conduite du mouvement.

En s'appuyant sur les fonds d'archives de l'IRHSES, notamment les motions d'établissements, l'auteur reconstitue l'enchaînement des faits durant « 58 jours qui ébranlèrent la France », dépeint l'unité et la diversité du mouvement sur le terrain : caractéristiques des manifestations, de la grève dans les lycées et collèges, des revendications, des débats sur le changement, des discussions professeurs-élèves et des occupations d'établissements... Il analyse le débat très tendu sur la portée du mouvement qui se noua immédiatement après. Il retrace les phases des négociations jusqu'au printemps 1969.

Une centaine de documents inédits, des dizaines de tableaux et graphiques, une centaine de reproductions et photos permettent de nourrir une histoire vivante qui s'appuie sur des sources de première main et des témoignages de militant(e)s.

Le CODHOS a entrepris de faire une chronologie des événements de mai 68. Nous avons fait quelques propositions pour enrichir cette chronologie et faire qu'elle soit, selon nous plus conforme à la réalité.

Nous vous livrons ci-dessous ce travail avec nos modifications.

## Une chronologie des « événements » de Mai-juin 1968

- Mercredi 1er mai - Pour la première fois depuis 1954, manifestation autorisée à Paris. Défilé CGT, PCF, PSU (République - Bastille). A Marseille et à Toulouse, les défilés sont unitaires. Naissance de *La cause du peuple*.
- Jeudi 2 mai - Début du voyage de Georges Pompidou en Iran et en Afghanistan. Incendie dans les locaux de la FGEL à la Sorbonne provoqué par Occident, incidents à Nanterre avec la police où les cours sont suspendus par le doyen Grappin. Huit étudiants nanterrois sont déférés devant le conseil de l'université.
- Vendredi 3 mai - Meeting dans la cour de la Sorbonne contre l'incendie des locaux de la FGEL, la fermeture de Nanterre et la convocation des étudiants nanterrois devant la commission disciplinaire. Alors qu'un cortège d'Occident menace d'arriver, intervention de la police sur requête du recteur Roche : premières interpellations, premières manifestations (« Libérez nos camarades »), premiers gaz lacrymogènes, premiers lancers de pavés et premières barricades dans le Quartier latin. En tout, près de six cents interpellations.
- Samedi 4 mai - Appel à la grève illimitée de l'UNEF et du SNESup. Suspension des cours à la Sorbonne.
- Dimanche 5 mai - Condamnation de quatre manifestants du 3 mai à la prison ferme.
- Lundi 6 mai - Grèves et manifestations dans de nombreuses universités. Comparution de Daniel Cohn-Bendit et de 7 autres étudiants nanterrois devant la commission disciplinaire. Nouvelles manifestations (à Paris, le matin dans le Quartier latin, le soir à Denfert) et nouveaux affrontements violents avec la police, plus de quatre cents arrestations. Le SNESup et l'UNEF définissent avec le soutien de la FEN 3 revendications immédiates : abandon des sanctions universitaires, des poursuites administratives et pénales contre les étudiants arrêtés ; évacuation des quartiers universitaires par les forces de police ; réouverture des facultés.
- Mardi 7 mai - Manifestation de Denfert-Rochereau à l'Etoile (30 kms !). Déclaration du PCF : appel aux travailleurs, aux démocrates, aux étudiants et universitaires.
- Mercredi 8 mai - Manifestation CGT, CFDT, FO, FDSEA, CDJA, UNEF dans toute la Bretagne et les Pays de la Loire « L'ouest veut vivre ». Création d'Action. A Paris, rassemblement à l'appel de l'UNEF et du SNESup à la faculté de la Halle aux vins, manifestations sans incidents dans le Quartier latin ; mot d'ordre de dispersion mal accueilli par une partie des étudiants.
- Jeudi 9 mai - Le mouvement s'étend et s'intensifie chez les étudiants en province, notamment à Nantes, Rennes, Strasbourg, Toulouse ; à Lyon et Dijon, des ouvriers se joignent aux manifestations étudiantes. Des leaders étudiants annoncent leur intention d'occuper la Sorbonne dès le départ des forces de l'ordre. Alain Peyrefitte, ministre de l'Education nationale, déclare que la Sorbonne restera fermée jusqu'au retour au calme. Rencontre CGT-CFDT, puis CGT-CFDT-UNEF en vue d'une action commune.
- Vendredi 10 - Samedi 11 mai - Réouverture de Nanterre. Première déclaration commune CGT-CFDT-FEN-UNEF-UGE appelant à la grève le 14 mai. A l'appel de CAL, des lycéens se joignent aux manifestations. A Paris, la manifestation retourne dans le Quartier latin, première « nuit des barricades », affrontements violents. Rencontre de la FEN et de Peyrefitte durant la soirée. Intervention de la police à partir de deux heures du matin. Manifestations violentes également à Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Grenoble, Toulouse, Lille, etc.
- Samedi 11 mai - La CGT, la CFDT et la FEN appellent à la grève générale pour le 13 mai. FO s'y associe ainsi que la CGC. L'UNEF-UGE et le SNESup poursuivent leur mouvement. Occupation de l'annexe de la Sorbonne, Censier. L'Université de Strasbourg se proclame autonome. Retour de Georges Pompidou d'Afghanistan qui cède sur les trois revendications, réouverture de la Sorbonne pour le 13 mai.
- Lundi 13 mai - Importante grève générale. Manifestations ouvriers-enseignants-étudiants dans toute la France. Manifestation parisienne de la gare de l'Est à Denfert-Rochereau (on compte jusqu'à un million de personnes). Les étudiants continuent jusqu'au Champs-de-Mars. La Sorbonne est réouverte et aussitôt occupée. La Cour d'Appel met en liberté provisoire les condamnés du 5 mai.
- Mardi 14 mai - Départ du général de Gaulle pour la Roumanie. Dépôt d'une motion de censure à l'Assemblée nationale par le PCF et la FGDS. Occupation de l'usine Sud-Aviation de Bouguenais (près de Nantes), avec séquestration de la direction. En Lorraine, à Woippy, grève de 500 métallurgistes. Occupation de divers lycées et établissements d'enseignement supérieur. La Sorbonne se déclare « commune libre », Nanterre autonome.
- Mercredi 15 mai - Occupation du théâtre de l'Odéon, de l'Ecole des Beaux-Arts transformée en « atelier populaire » et de l'usine Renault à Cléon. Début de la grève des chauffeurs de taxi.
- Jeudi 16 mai - Le mouvement de grève et d'occupation s'étend dans les entreprises (notamment Renault Flins puis Billancourt), à la SNCF, à la RATP, à Air France et dans la métallurgie).
- Vendredi 17 mai - Rencontre PCF-FGDS. Grève à l'ORTF et états généraux du cinéma français votant également la grève. Les « situationnistes » quittent la Sorbonne et forment le Conseil pour le maintien des occupations

(CMDO). Dans la soirée, cortège étudiant du Quartier latin à Boulogne-Billancourt.

● Samedi 18 mai - Retour à Paris du Général de Gaulle qui dénonce la « chienlit ». La grève s'étend, la paralysie économique gagne l'ensemble du pays (entre 3 et 6 millions de grévistes). Début des rassemblements d'extrême-droite le soir place de l'étoile (quelques milliers). La CGT propose une rencontre à la FGDS qui refuse.

● Dimanche 19 mai - Interruption du festival de Cannes sur demande unanime du jury. Jean-Paul Sartre dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Le SNI et le SNES décident l'appel à cesser le travail.

● Lundi 20 mai - Début de l'occupation de lycées par des CAL et certains comités de grève d'établissements. La FEN appelle à cesser le travail à partir du 22 mai

● Mardi 21 mai - Daniel Cohn-Bendit est interdit de séjour en France. Forte extension du mouvement de grève : après les postes et télécommunications, la chimie, le textile et d'autres (Peugeot, Michelin, Bréguet, Citroën), EDF, GDF, la fonction publique et les grands magasins entrent en grève. Entre 8 et 10 millions de grévistes. Occupation des locaux de l'Ordre des médecins, de l'Ordre des architectes de la Société des gens de lettres.

● Mercredi 22 mai - Contre l'interdiction de séjour de Cohn-Bendit, manifestations dans la soirée et dans la nuit à l'appel du Mouvement du 22 mars, de l'UNEF et du SNESup. Rencontre de la CGT et de CFDT qui publient les 5 points revendicatifs, fondant leur accord d'unité d'action de 1966, et constituant selon elles les bases de la négociation. La motion de censure déposée par la FGDS et le PCF est rejetée, elle ne recueille que 233 voix. Création, à l'initiative de l'UDR, des Comités de défense de la République (CDR).

● Jeudi 23 mai -Le gouvernement interdit aux radios d'utiliser leurs voitures émettrices et donc de faire des reportages en direct. Manifestations d'étudiants dans la soirée et dans la nuit.

● Vendredi 24 mai - Manifestation parisienne de la CGT. Manifestations dans toute la France. Le général de Gaulle annonce, à la télévision, un référendum sur la participation (entreprises, universités) pour le mois de juin. Nouvelle manifestation parisienne à l'appel de l'UNEF et du SNESup et nouvelle « nuit des barricades ». La Bourse est incendiée. Un commissaire de police est tué à Lyon par un camion lancé par les manifestants. Violences également à Bordeaux, Strasbourg, Nantes, Toulouse....

● Samedi 25 mai - Début des négociations entre les confédérations syndicales - auxquelles s'adjoint la FEN -, le patronat et le gouvernement, au ministère du Travail, rue de Grenelle.

● Dimanche 26 mai - Le PCF s'adresse aux intellectuels et aux étudiants.

● Lundi 27 mai - « Protocole » de Grenelle (augmentation du SMIG et des bas salaires, suppression des abattements de zone, réduction progressive de la durée du travail en vue d'aboutir à la semaine de 40 heures, abaissement de l'âge de la retraite, révision des conventions collectives, reconnaissance de la section syndicale d'entreprise et augmentation des droits syndicaux, ...). Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, vient à l'île Seguin (usine Renault Billan-

court) présenter les résultats des négociations : les ouvriers votent la poursuite de la grève. Meeting au stade Charléty organisé par l'UNEF avec le soutien du PSU, de la CFDT et de la FEN, en présence de Pierre Mendès France. Démission de Geismar du secrétariat général du SNESup.

● Mardi 28 mai - Conférence de presse de François Mitterrand qui, considérant qu'il y a vacance du pouvoir, annonce sa candidature à la présidence de la République. Rencontre PCF-FGDS. Dans l'après-midi, Waldeck Rochet propose un « gouvernement populaire et d'union démocratique à participation communiste ».

● Mercredi 29 mai - Manifestations CGT (on compte jusqu'à 800 000 personnes à Paris). « Gouvernement populaire ». Le conseil des ministres est ajourné. Le général de Gaulle quitte l'Élysée à 11 h 15 et n'arrive à Colombey-les-deux-Eglises, via Baden-Baden où il a rencontré le général Massu, qu'à 18 h 30. Pierre Mendès France se déclare prêt à former un "gouvernement de gestion". La CFDT apporte son appui à Pierre Mendès France.

● Jeudi 30 mai - A 16 h 30, le Président de la République annonce, à la radio, la dissolution de l'Assemblée nationale. Une manifestation de soutien réunit jusqu'à un million de personnes sur les Champs-Élysées.

● Vendredi 31 mai - Remaniement ministériel : Xavier Ortoli remplace Alain Peyrefitte à l'Éducation nationale. Manifestations de soutien au général de Gaulle en province. Engagement de négociations de branches améliorant les dispositions du « constat » de Grenelle. Ces négociations se poursuivent jusqu'au 19 juin. Dans la Fonction publique de l'État, les négociations se déroulent du 28 mai au 2 juin et se concluent par un constat. Elles sont complétées par des négociations au niveau des ministères.

● Samedi 1<sup>er</sup> juin - Manifestation parisienne de l'UNEF. « Elections, trahison ». Le ministère de l'Éducation nationale annonce des modalités aménagées pour le baccalauréat.

● 1<sup>er</sup>-3 juin - Réapprovisionnement des villes en essence durant le week-end de la Pentecôte.

● Mardi 4 juin - Négociations au ministère de l'Éducation nationale qui se terminent le 5 à l'aube.

● Mercredi 5 juin - Début de la reprise du travail à EDF-GDF, dans les mines, la sidérurgie et les travailleurs de l'État.

● Jeudi 6 juin - Reprise à la RATP, à la SNCF et dans la Fonction publique. La FEN appelle à la reprise du travail. Le SNES, après consultation des sections d'établissements, décide de poursuivre la grève

● Vendredi 7 juin - Evacuation violente de l'usine Renault de Flins par les CRS ; affrontements.

● Samedi 8 juin - Occupation du SNI par un « comité de grève provisoire » composé essentiellement de membres de l'École émancipée trostkistes lambertistes.

● Lundi 10 juin - Nouveaux affrontements avec la police. Mort, à Flins, du lycéen Gilles Tautin. Ouverture de la campagne électorale. Le SNES appelle à la reconversion du mouvement.

● Mardi 11 juin - Affrontements avec la police devant les usines Peugeot à Sochaux : 2 ouvriers tués. Réoccupation de

Flins par les grévistes. Manifestations violentes à Paris (au départ de la gare de l'Est) et dans plusieurs grandes villes de province.

● Mercredi 12 juin - Reprise des cours dans les lycées. Interdiction de toute manifestation sur la voie publique pendant la durée des élections. Dissolution de plusieurs mouvements d'extrême-gauche (dont certains sous différentes appellations : Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), Voix ouvrière, Groupes "Révoltes", Fédération des étudiants révolutionnaires (FER), Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER), Union des jeunes communistes marxistes-léninistes (UJCml), Parti communiste internationaliste (PCI), Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), Fédération de la jeunesse révolutionnaire, Organisation communiste internationaliste (OCI), Mouvement du 22 mars).

● Vendredi 14 juin - Evacuation de l'Odéon par la police. Reprise aux usines Wonder (Saint-Ouen) et ailleurs.

● Dimanche 16 juin - Evacuation de la Sorbonne par la police.

● Mardi 18 juin - Reprise du travail dans plusieurs secteurs de l'automobile (dont Renault) et de la métallurgie. Table ronde au ministère de l'EN sur les modalités des examens.

● Dimanche 23 juin - Premier tour des élections législatives.

● Lundi 24 juin - Reprise du travail chez Citroën.

● Jeudi 27 juin - Reprise du travail à l'ORTF. Evacuation de l'Ecole des Beaux-Arts par la police.

● Dimanche 30 juin - Second tour des élections législatives. 22 millions de votants (78% de participation). Raz de marée gaulliste. L'UDR et les RI regroupent 43,6% des voix et le Centre démocratique 10,3%, le PCF 20%, la FGDS 16,5% et le PSU 3,9%.

● 3- 9 juillet - Assises nationales des universités à Grenoble.

● 10 juillet - Arrestation et emprisonnement d'Alain Krivine jusqu'à l'automne.

● 5 juillet - Evacuation de la faculté de médecine de Paris par la police.

● 13 juillet - Couve de Murville succède à Pompidou au poste de Premier ministre.

### INFOS ...

● **L'US-mag** du 21 mai comportera un dossier sur mai-68.

● « **Nouveaux Regards** » le numéro 40 du magazine de l'Institut de la FSU comportera un dossier sur « Mai 68 aujourd'hui ».

● A l'automne prochain lors des **rendez-vous de l'Histoire de Blois**, le SNES qui y participe aura une initiative sur cette question.

● un numéro de « **Points de Repères** » avec des reproductions de documents sera joint à l'US du 30 avril.

### EXPOS ...

● **Rennes (35)** : « **Mai 68, comme un souffle** » exposition photos du 3 mars au 18 avril à la Bibliothèque universitaire

● **Lyon (69)** : « **Mai 68 à Lyon** » exposition à la Bibliothèque municipale du 15 mars au 15 juin.

● **Saint-Cirq-Lapopie (47)**, « **Mai 68, trait pour trait** » exposition au Musée Rignault, du 22 mars au 22 mai.

● **Bobigny (93)** : « **Mai 68 : instantanés d'Humanité** » exposition aux archives départementales du 30 mai au 30 novembre du travail des photographes du journal « **l'Humanité** » .

ADHEREZ A

L'IRHSES

Individuels (20 €),  
S1 (20 €), S2 (40 €), S3 (125 €)

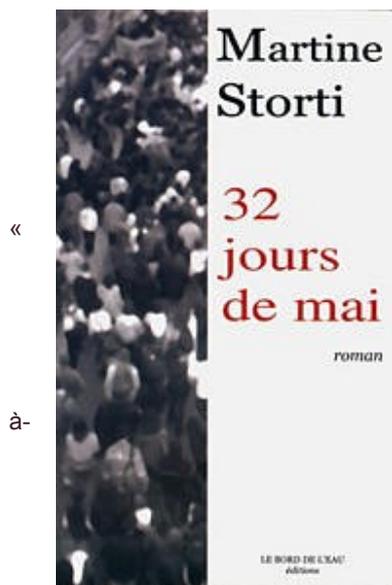
### L'Histoire du SNES :

● **Tome 1** des origines à la fin des années 60 (271 pages, 20 €)

● **Tome 2** (paru en octobre 2007), les années 1967-1973 (516 pages, 30 €)

Commandes à faire à l'IRHSES,  
46 avenue d'Ivry, 75647 Paris, Cedex 13

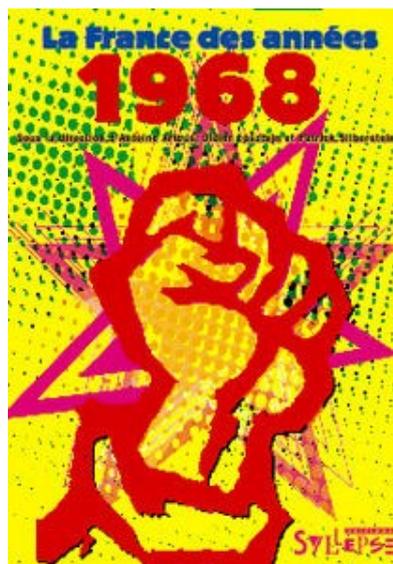
De nombreux livres sont, ou vont, paraître sur le thème de mai 68. Des témoignages, des analyses, des livres d'histoire ... mais aussi des romans. Faites nous parvenir vos notes de lecture ...



Roman de Martine Storti, édition Le Bord de l'eau. Janvier 2006.

Un roman dont mai 68 est peut être le personnage principal ou central, mais qui n'est pas un roman sur Mai, plutôt un roman de Mai, c'est-à-dire venant de là, de ces jours là, de cette existence-là, de cette ouverture-là, roman d'une nostalgie assumée. »

« à-



Ouvrage collectif à paraître aux éditions Syllepse en mars 2008. 900 pages ; 30 euros.

Sans nostalgie, les auteurs (plus de 80 contributions) de cette « encyclopédie de la contestation » racontent et analysent ce soulèvement planétaire contre lequel la droite, toujours prompte

à rappeler son souvenir, s'acharne.

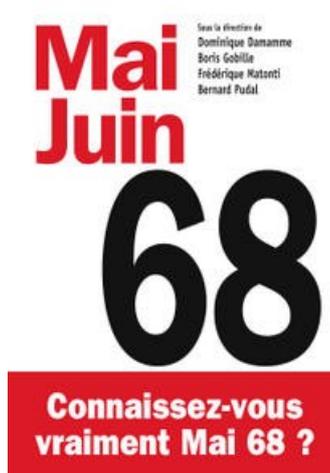
Ouvrage collectif Préfacé par Michelle Perrot Éditions Verdier, 384 pages, 38 €



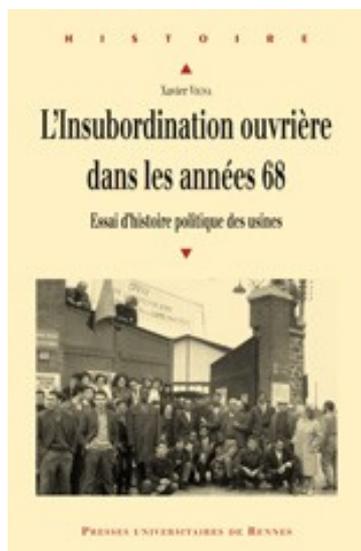
Mémoires de 68 constitue le premier guide recensant l'ensemble des fonds disponibles déposés dans les lieux publics ou privés, relatifs à cette décennie intense, allant de 1965 à 1975.

Loin de toute commémoration nostalgique, ce livre se veut support pour la mémoire et pour la recherche.

Sous la direction de Dominique Damamme, Bernard Pudal, Boris Gobille, Frédérique Matonti ED. DE L'ATELIER 446 page, 27 euros



En pleine polémique sur l'héritage de Mai 68, le livre-référence qui mesure l'ampleur d'un des événements majeurs du XXe siècle. Couronnement d'un procès en récusation, l'élection présidentielle de 2007 a vu s'imposer un discours sécuritaire qui ne craignait pas d'imputer à Mai 68 une responsabilité singulière, celle d'avoir miné tous les ressorts de l'Autorité : du laxisme des enseignants hérité de Mai 68 à l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat, des zones de non-droit à la démission des parents, etc.



Etude historique de Xavier Vignat aux Presses universitaires de Rennes, 2007 400 p. ISBN : 978-2-7535-0446-2, Prix 22 €

La mémoire de 68 a largement valorisé le mouvement étudiant. Pourtant, 68 constitue également le plus puissant mouvement de grèves ouvrières que la France a connu, et qui ouvre ensuite une phase décennale de contestation dans les usines.



Histoire du SNES, les années tournant (1967-1972), tome 2, Alain Dalançon, IRHSES, octobre 2007, 516 p. 30 €.

A partir de sources inédites l'auteur retrace les événements vus des établissements scolaires du second degré, la participation des enseignants des lycées et collèges. L'analyse enracine les événements en amont et en aval,

embrasse avant, pendant et après Mai-juin 1968